

MAIRIE
de MONTFORT SUR ARGENS

**NON OPPOSITION A UNE DECLARATION
PREALABLE**
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRÊTE n° 2026U/009

Demande déposée le 06/02/2026	
Par :	Monsieur PASCAL Laurent
Demeurant à :	1815 chemin des Lones 83570 MONTFORT SUR ARGENS
Sur un terrain sis à :	Le Bousquet C 280 (2020 m ²)
Nature des Travaux :	Ajout d'un grillage rigide de couleur noir de 120 cm sur un muret existant de 45 cm, doublé d'une haie vive

N° DP 083 083 26 00004

DESTINATION : HABITATION

Le Maire de la Ville de MONTFORT SUR ARGENS,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme de Montfort-Sur-Argens, approuvé par DCM le 19/12/2007, révisé le 12/07/2011 et le 13/02/2020, et la situation du projet en zone Ubc1,

VU l'emplacement de la parcelle en zone d'aléa faible au risque d'incendie de forêt,

VU la carte des aléas retrait-gonflement des argiles du Var et la situation du projet en zone aléa moyen,

VU la struture paysagère à protéger située cotés Ouest et Nord de la parcelle,

VU l'arrêté municipal 2020/066 en date du 28/05/2020, portant délégation de fonctions et de signature à Mme Frédérique ROUSTANG, première adjointe,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2011/90, en date du 18/11/2011, instituant le taux de la taxe d'aménagement à 5 % sur la zone concernée par le projet,

VU le permis de construire n°90297/0 accordé le 25/04/1979, à Monsieur TROCME Christian, pour la construction d'une villa,

VU le permis de construire n°81/23688/0 accordé le 13/04/1981, à Monsieur TROCME Christian, pour la construction d'une annexe,

VU le permis de construire n° 83 083 05 BC023 accordé le 18/11/2005, à Monsieur DUBOIS Jacques chez Mme XHAARD Muriel, pour la régularisation d'une véranda et la construction d'un garage,

VU la déclaration préalable n° 083 083 12 B0002 accordée le 02/03/2012, à Monsieur PASCAL Laurent, pour la pose d'une piscine coque enterrée,

VU la déclaration préalable n° 083 083 25 00010 accordée le 25/04/2025, à Monsieur PASCAL Laurent, pour la pose d'un bloc extérieur de climatisation en façade Ouest,

VU la demande de Déclaration préalable présentée le 06/02/2026 par Monsieur PASCAL Laurent,

A R R E T E

ARTICLE UNIQUE : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

MONTFORT SUR ARGENS, le 23 février 2026

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à l'urbanisme



Frédérique ROUSTANG



DEMANDE AFFICHÉE EN MAIRIE LE : 09/02/2026

ARRÊTÉ AFFICHÉ EN MAIRIE LE : 24/02/2026

NOTA BÉNÉ : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant

l'expiration du délai de validité

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

« Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R.421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

